

SAISON ESTIVALE À ANNABA

La sécurité sera-t-elle meilleure
cette année ?

En dépit de plusieurs opérations coup-de-poing menées ces dernières semaines par les éléments de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya, secondés par ceux du groupement de la Gendarmerie nationale, les agressions et vols n'ont pas pour autant diminué dans la ville de Annaba.

Il ne se passe pratiquement pas un jour sans qu'il y ait une agression généralement suivie de vol sur de paisibles citoyens, souvent en plein jour, dans des lieux très fréquentés et devant des passants d'une passivité tout aussi inadmissible qu'inexcusable.

La dernière agression suivie de vol a été commise sur un couple de Français, en visite touristique dans la ville de saint Augustin. Ce couple, qui se trouvait pourtant à l'intérieur d'un véhicule, au niveau du cours de la Révolution, l'un des lieux les plus fréquentés du centre-ville, fut abordé à l'arrêt de leur voiture, pour cause du ralentissement de la circulation, très dense à longueur de journée en cet endroit, par deux malfrats munis d'armes blanches et qui méditaient leur sale coup depuis qu'ils ont aperçu le couple étranger.

Devant l'affolement et la peur qui se sont emparés des deux Français, les délinquants réussirent à arracher le collier en or de la dame et les sacs contenant un appareil photo

numérique et de l'argent en dinars et en euros. Selon le chef de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya, les auteurs de cette agression ont été arrêtés et placés sous mandat de dépôt. Il a été également enregistré ces dernières semaines des agressions de chauffeurs de taxi clandestins, communément appelés fraudeurs, pour leur subtiliser leurs véhicules. Ces agressions se font généralement le matin, de bonne heure, par des individus appartenant souvent à des bandes organisées versées dans le trafic de véhicules volés, qui se font passer pour des clients, avant de braquer le malheureux chauffeur dans des endroits choisis pour leur isolement.

Parmi les autres méfaits il y a les vols sous la menace, visant principalement la gent féminine, à l'exemple de cette dame de la cité des Orangers, dans la plaine ouest du chef-lieu de wilaya, médecin de son état, qui s'est fait voler son sac à main par des délinquants du mitoyen bidonville d'El-Fakharine, sous le

balcon de son immeuble et sous le regard de sa mère impuissante. Mais il existe aussi la petite délinquance (vol à la tire, entre autres) qui prend de l'ampleur. Ces actes sont nuisibles à l'image de marque d'une ville qualifiée jadis de Coquette et accueillante autant pour les nationaux que pour les étrangers. L'autre méfait enregistré dans la nuit de vendredi à samedi a été commis à l'encontre d'une jeune fille par trois individus véhiculés voulant l'embarquer de force, au moment où elle hélait un taxi pour rentrer chez elle. Une fois dans un taxi et croyant échapper aux avances insistantes de ses agresseurs, la demoiselle ne fut pas moins étonnée de voir ces trois voyous intimer l'ordre au chauffeur du taxi de la faire descendre. N'ayant pas obtempéré, celui-ci appuya sur le champignon, mais fut tout de suite pris en chasse par les agresseurs dans une course-poursuite à tombeau ouvert, digne des scènes de films hollywoodiens. A un virage, le conducteur éméché du véhicule des poursuivants est allé percuter un engin de travaux publics, parké sur le trottoir.

Les policiers, rapidement alertés par le chauffeur de taxi, n'ont pas tardé à les coffrer. Dans sa réponse à notre question sur cette situation

dont se plaignent les habitants de Lalla Bouna, le chef de la police judiciaire, qui tenait, en compagnie de son collègue de la sécurité publique, une conférence de presse sur les préparatifs du «plan bleu», relatif aux mesures prises pour sécuriser la ville durant la période des grandes vacances, minimise ces faits, tout en indiquant qu'il ne peut y avoir de degré zéro dans la délinquance.

Dans cette conférence, il a été question d'un renforcement en effectifs dans les points sensibles (plages, gares routières, rues commerçantes et autres endroits de détente et de loisirs). Ces effectifs, munis de moyens nécessaires pour intervention rapide — véhicules, ambulances, scooters et quads —, répartis sur 10 groupes d'une vingtaine d'agents chacun, y procéderont en équipes de 3x8, H24, pour une couverture totale de ces endroits sensibles.

«Nous ne ménagerons aucun effort pour assurer aux estivants une sécurité et un repos total. Mais pour que cette saison estivale se déroule dans les meilleures conditions possibles, cela requiert aussi l'aide et la compréhension des citoyens», souligne la même source.

A. Bouacha

SERVICE DE CHIRURGIE INFANTILE DU CHU DE SIDI-BEL-ABBÈS

L'installation d'une antenne
de téléphonie mobile
provoque la contestation

Une antenne de téléphonie mobile dont les travaux d'installation sont actuellement en cours à proximité du CHU Hassani-Abdelkader de Sidi-Bel-Abbès, plus exactement à une vingtaine de mètres seulement du Centre de chirurgie infantile (CCI), a soulevé une vive contestation des responsables du CHU.

Ces derniers dénoncent vivement l'initiative de l'opérateur. Malgré une demande pressante des autorités locales pour un arrêt des travaux du projet et une délocalisation de l'antenne, l'opérateur, d'après nos sources, continue de mener des travaux pour l'installation de son antenne, justifiant cela par le fait que l'exposition au champ électro-magnétique de l'antenne en question ne comporterait aucun risque sur la santé des personnes, notamment des enfants se trouvant dans le rayon. Devant un fait qualifié de très sérieux par le CHU de Sidi-Bel-Abbès, celui-ci a, pour faire entendre sa voix,

dernièrement, saisi la justice, seule habilitée à trancher la question, selon nos sources. En attendant la décision de justice incessamment, l'on nous a indiqué que le programme opératoire de la CCI sera suspendu dès la mise en service de l'antenne, ce qui va certainement pénaliser les enfants malades mais le CHU explique que le champ électro-magnétique peut influencer sur les équipements électroniques et dérégler les fréquences des appareils de service. Les études de l'impact de la téléphonie mobile sur la santé menées par l'académie des médecins français avait avancé que l'exposition entraînerait le risque zéro chez les personnes, que l'exposition au champ électro-magnétique des antennes de téléphonie mobile est 100 000 fois plus faible que les effets du portable lui-même et qu'être exposé pendant 24 heures à une antenne à un volt par mètre entraînerait la même exposition que celle de téléphoner avec un portable

pendant 30 secondes. D'un autre côté, l'on sait que dans les pays étrangers, et comme exemple la France, l'installation des antennes à proximité des écoles primaires, crèches, jardin d'enfants a soulevé de très vives contestations des responsables de ces établissements et des parents qui ont évoqué une certaine crainte au sujet des effets de l'antenne sur la santé des enfants, qu'une antenne de téléphonie mobile installée à proximité d'une église en France a été démontée, qu'une école à proximité d'une antenne de téléphonie mobile a été évacuée et ses élèves menés vers une autre école en attendant la décision de justice. Nous avons tenté de prendre contact avec l'agence de Mobilis de Sidi-Bel-Abbès pour avoir leur avis sur une telle contestation, l'on nous a appris que seule la direction générale basée à Oran est seule en mesure de nous répondre sur ce sujet.

A. M.

JOURNÉE D'ÉTUDE SUR LE FONDS NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT
DE L'APPRENTISSAGE ET DE LA FORMATION CONTINUE À SKIKDA

23 entreprises participent
à son financement

«Le financement de la formation et de l'enseignement professionnels par le Fonds national de développement de l'apprentissage et de la formation continue (Fnac)» a été le thème d'une journée d'étude organisée par la direction de la formation professionnelle, qui s'est tenue samedi à l'Institut de formation professionnelle El-Amri-Boudjemaâ de Merdj Eddib.

La manifestation a regroupé les opérateurs économiques publics et privés, des cadres du secteur, les directeurs des établissements publics et privés agréés, les représentants des collectivités locales, les chambres professionnelles, ainsi que des stagiaires et apprentis suivant leur cycle de formation dans les différents établissements publics et privés agréés. Dans son allocution

d'ouverture, Lahchichi Azzeddine, directeur de l'apprentissage au niveau du Fnac Alger, a retracé l'historique du Fnac et son fonctionnement à la lumière des textes de loi. Le conférencier mettra en relief aussi les deux taxes instituées par la loi de finances 97/02, modifiée et complétée par la loi de finances 2007, instruisant les entreprises à se soumettre à l'obligation de verser la somme

équivalente à 2% de leur masse salariale, répartie à parts égales pour la formation continue et l'apprentissage.

Il signalera aussi le rôle incontournable dévolu à la commission spécialisée de wilaya, présidée par le directeur de wilaya de la formation professionnelle et composée des représentants des impôts et de l'inspection du Travail Le Fnac à Skikda puise ses ressources de deux comptes d'affectation, le 302-090 : fonds de la promotion de la formation continue et le 302-091 : fonds de la promotion de l'apprentissage.

23 entreprises locales, dont la plateforme pétrochimique et l'entreprise portuaire de Skikda, participent à leur renflouement. Selon les chiffres communiqués par Ali Zaoui, cadre à la direction de la wilaya, et concernant les activités du Fnac durant la période du 14 février 2001 jusqu'au deuxième semestre 2008, 17 réunions ont été tenues, 340 dossiers déposés en mode d'apprentissage, 331 en formation continue et 32 recours ont été introduits. Pendant la même période, l'imposition relevée a été évaluée à 18,5 millions de dinars.

Z. Z.

DÉCHETS TOXIQUES
À TÉBESSA
Le CET
non opérationnel

La ville de Tébessa étouffe sous les fumées dégagées de la combustion journalière de la décharge publique. Les habitants de la commune de Bekkaria et son voisinage sont incommodés par ces fumées sans oublier les immondices éparpillées çà et là, les déchets toxiques de tous genres qui jonchent les abords des routes et les terres agricoles environnantes. A cet effet et afin de mieux traiter ces ordures, un centre d'enfouissement technique a été édifié et les travaux de réalisation achevés il y a 2 ans. Implantés près de la RN16, il s'étale sur une superficie de plus de 3 ha. Cette infrastructure de grande envergure est inscrite dans le cadre de la gestion des déchets municipaux.

En application du programme national de la gestion des déchets municipaux (Progdem), elle couvrira le traitement des déchets inertes, spéciaux, chauds pulvérisés et autres de plusieurs communes avoisinantes.

Le centre possède une capacité de stockage estimée à plus de 30 000 00 m³. Seulement, la structure n'est pas encore opérationnelle, «mais elle sera gérée par une entreprise publique industrielle et commerciale (Epec), qui n'est pas encore installée par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales», nous a déclaré le directeur de l'environnement de Tébessa. En attendant, la santé du citoyen demeure menacée.

Saâdallah Djamel

ELLE A DÉLESTÉ
SES VICTIMES
DE 100 MILLIONS
DE CENTIMES

La diseuse
de bonne aventure
sous les verrous

Elle est âgée de 39 ans, ses victimes sont des femmes issues de la classe sociale favorisée. Elle leur promettait le bonheur conjugal, la réussite dans les examens et concours et la fécondation pour les femmes stériles contre des sommes faramineuses ou en or pour s'évaporer ensuite dans la nature.

Elle abandonnait ses victimes face à leur sort. Elles sont nombreuses à être la proie de cette «sorcière», mais 3 victimes délestées de la somme de 100 millions de centimes ont déposé plainte auprès de la première sûreté urbaine de Tébessa. Ses éléments ont réussi à l'épingler. Le guet-à-pens a été bien étudié. Une femme policière s'est déguisée. C'est contre une parure en or dont la valeur dépasse les 20 millions de centimes qu'elle eut droit à une consultation.

Prise en flagrant délit et reconnue par ses victimes, la diseuse de bonne aventure fut arrêtée. Le parquet a ordonné sa mise en détention provisoire pour sorcellerie et escroquerie.

S. D.

Arrestation
de 10 malfaiteurs

Le quartier populaire de la Zaouïa a été assiégé mardi dernier par des dizaines de policiers à bord de véhicules blindés antiémeutes pour maîtriser des bandits et des malfaiteurs qui ont semé la panique et la terreur au sein de la population. Une opération qui a engendré l'affrontement entre la police et des dizaines d'émeutiers.

Sur perquisition du parquet, des habitations ont été prises d'assaut par les éléments de la police traquant les criminels et se sont heurtés à des jets de projectiles, de bouteilles et de barres de fer. 10 individus ont été arrêtés et d'autres ayant pris la fuite sont activement recherchés.

Saâdallah Djamel